



N° Consultation : EFS-CPDL249

Etablissement Français du Sang – Centre - Pays de la Loire
50 Avenue Marcel Dassault - BP 40661
37206 TOURS CEDEX 3

PRESTATIONS DE PREVENTION ET SANTE AU TRAVAIL
POUR LES SALARIES DES SITES DE NANTES, REZE ET SAINT-HERBLAIN
DE L'EFS CENTRE-PAYS DE LA LOIRE

Procédure adaptée ouverte

Article L.2123-1 2°, R.2123-1 3°, R.2124-2, R.2123-2, R.2123-4 et R.2123-7
du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	3
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	3
3. SPECIFICITES TECHNIQUES	4
3.1. Structure de l'effectif	4
3.2. Référentiel réglementaire	4
3.3. Caractéristiques des emplois et organisation du travail	5
3.3.1. Personnels bénéficiant d'une surveillance individuelle renforcée (SIR)	5
3.3.2. Personnel de nuit	5
3.3.3. Personnel intérimaire	5
3.4. Situations particulières individuelles	6
3.4.1. Personnel en situation de handicap	6
3.4.2. Prévoyance	6
3.4.3. Service social	6
3.5. Contexte et objectifs poursuivis	7
3.5.1. Relations avec les SPST	7
3.5.2. Attentes de l'EFS Centre Pays de la Loire	7
3.5.3. Diplômes et Agrément	9

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCAG FCS : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

Comptable assignataire : l'Agent Comptable secondaire de l'EFS CPDL.

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

EFS CPDL : Etablissement Français du Sang Centre-Pays de La Loire

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Marché public : Accord-cadre

Pouvoir adjudicateur : l'Etablissement Français du Sang Centre-Pays de la Loire (EFS-CPDL)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) : le directeur de l'ETS CPDL ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Services : Prestations de prévention et santé au travail

SIA : Suivi Individuel Adapté

SIR : Surveillance individuelle renforcée

SPST : Service de prévention et de santé au travail

SPSTI : Service de prévention et de santé au travail interentreprises

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

VIP : Visite d'Information et de Prévention

Les définitions relatives à la Protection des données à caractère personnel sont intégrées au sein de l'Annexe au CCAP.

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet la réalisation de prestations de prévention et de santé au travail pour les salariés des sites de Nantes (2), Rezé (1) et Saint-Herblain (2) de l'Etablissement Français du Sang Centre-Pays de la Loire.

3. SPECIFICITES TECHNIQUES

Les prestations doivent être exécutées dans les conditions prévues au présent CCTP et conformes aux missions du SPST.

Le médecin de prévention et de santé au travail exerce son activité médicale en toute indépendance et est soumis, dans l'exercice de ses fonctions, aux stipulations du code de déontologie médicale et du code de la santé publique.

3.1. Structure de l'effectif

L'EFS CPDL consulte le SPST pour l'ensemble des personnels qui travaillent sur les sites de Nantes et sa périphérie. L'objectif est de prévenir toute altération de la santé des salariés du fait de leur travail et assurer leur suivi médical.

L'effectif total au 31/12/2024 est de 332 personnes.

Le suivi médical est assuré pour le personnel en CDI, CDD, ainsi que MAD (Mis à Disposition) et détaché, les autres personnels étant suivis par leur employeur.

À titre indicatif, la répartition des effectifs par site est détaillée ci-dessous :

Site	Nombre de salariés	Type de suivi médical		
		SIR	SIA	VIP
Nantes - Hôtel Dieu	209	178	4	27
Nantes - Skyline	68	0	2	66
Rezé	7	7	0	0
Saint-Herblain - ABG	48	43	1	4
TOTAL	332	228	7	97

La composition par groupe de métiers est la suivante (dont 30,42% à temps partiel, et 76,50 % de femmes) :

- Technicien(ne)s de laboratoire : 34,64%
- Métiers support : 18,67%
- Encadrement médicotechnique : 11,45%
- Infirmier(e)s : 10%
- Encadrement support : 9,04%
- Médecins de prélèvement/biologistes : 6,86%
- Métiers relations donneurs : 5,42%
- Chauffeurs : 2,11%
- Métiers de la recherche : 1,81%

3.2. Référentiel réglementaire

Les prestations sont dispensées dans le cadre de la médecine de prévention et de santé au travail instituée par :

- Le Code du travail et notamment les articles R4621-1 à R4626-35,

- La Loi n°2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail, ses décrets d'application et les circulaires.
- Le Code de déontologie médicale garantissant le respect du secret professionnel, l'indépendance professionnelle et la qualité des actes (articles L366 et L382 du Code de la Santé Publique).

3.3. Caractéristiques des emplois et organisation du travail

3.3.1. Personnels bénéficiant d'une surveillance individuelle renforcée (SIR)

Du fait de l'activité médicale de l'EFS, la surveillance de la santé des salariés doit être effectuée avec une attention particulière, spécifiquement pour les salariés étant exposés à un risque de contamination virale par transmission sanguine ainsi qu'à l'utilisation de produits cancérigènes mutagènes et reprotoxiques.

Pour toutes ces personnes, la vaccination DTP, BCG et Hépatite B est obligatoire.

L'ensemble de ces personnels bénéficie d'une surveillance individuelle renforcée (SIR).

L'EFS CPDL souhaite faire surveiller également en SIR les chauffeurs de collecte, qui ont pour mission de conduire les matériels et/ou les personnels de collecte sur les lieux de travail, en raison de ports de charges lourdes et de risques de troubles musculo-squelettiques.

Il y a donc, au 31/12/2024, 228 salariés identifiés sous surveillance médicale renforcée.

Il s'agit des emplois suivants :

- Technicien(ne)s de laboratoire
- Infirmier(e) s
- Employé(e)s de laboratoire
- Employé(e)s relations donneurs
- Médecins
- Biologistes
- Chauffeurs de collecte
- Techniciens de maintenance, titulaires d'une habilitation électrique.

Ce choix peut être réétudié en fonction de l'évolution des techniques et pratiques professionnelles, ainsi que des évolutions législatives et réglementaires.

Le médecin de prévention et de santé au travail émet toute proposition visant à garantir un suivi optimal des salariés en fonction de leur emploi et des risques encourus dans leur poste de travail.

3.3.2. Personnel de nuit

Du fait de sa mission de service public, l'organisation du travail à l'EFS CPDL comprend des postes de travail de nuit et de week-end ainsi que des astreintes pour des techniciens de laboratoire et des médecins et/ou biologistes.

Ainsi, 36 salariés travaillent ou ont la potentialité de travailler en horaire de nuit, et nécessitent donc une visite médicale au minimum tous les 3 ans.

3.3.3. Personnel intérimaire

Les visites médicales réglementaires du personnel intérimaire sont initiées/réalisées par les sociétés d'intérim.

3.4. Situations particulières individuelles

L'EFS CPDL apporte une attention particulière aux situations individuelles en proposant un accompagnement dédié.

3.4.1. Personnel en situation de handicap

L'EFS CPDL est attentif à veiller au maintien dans l'emploi des personnels en situation de handicap et à organiser des aménagements, si ceux-ci sont compatibles avec ses activités.

L'EFS national a signé un accord en faveur de l'accueil et de l'intégration de personnels en situation de handicap (cf. annexe 1). Le Titulaire participe à cette démarche.

Au sein de l'EFS CPDL sur l'ensemble de ses sites de Nantes et sa périphérie, 24 salariés sont reconnus comme étant en situation de handicap soit 7,23% de l'effectif.

L'ensemble de ces personnels bénéficient d'une surveillance individuelle adaptée (SIA) ou renforcée (SIR) le cas échéant.

3.4.2. Prévoyance

Dans le cadre de la Convention Collective Nationale de l'EFS, l'Etablissement a souscrit un contrat collectif à adhésion obligatoire au bénéfice de l'ensemble de ses salariés de droit privé.

Celui-ci a pour objet de permettre aux salariés de bénéficier des garanties suivantes :

- Garantie décès ou invalidité absolue et définitive ;
- Garantie obsèques ;
- Garantie incapacité temporaire ;
- Garantie invalidité et incapacité permanente professionnelle.

Chaque salarié est affilié au contrat dès lors qu'il est sous contrat de travail et affilié au régime général de la Sécurité sociale.

La notice d'information, qui sera transmise au Titulaire lors de la réunion de mise en place, détaille les garanties et prestations auxquelles chaque salarié de l'EFS peut prétendre au titre du contrat de prévoyance ainsi mis en place, les conditions de leur application, les formalités à accomplir et les justificatifs à fournir.

3.4.3. Service social

Dans le cadre de sa politique de qualité de vie au travail, L'EFS CPDL dispose d'un marché public relatif à la mise à disposition d'une prestation d'assistance sociale pour ses salariés.

Cette prestation permet de répondre aux problématiques individuelles relevant des domaines suivants :

- Financier : notamment surendettement, étude de budget, économie domestique, négociations avec des créanciers
- Logement : notamment information sur les aides existantes, aide à la constitution des dossiers de demande, lien avec les associations, négociation avec les bailleurs, ...
- Santé : notamment soutien administratif, accompagnement et orientation vers des interlocuteurs spécifiques (psychologues, addictologues etc...)
- Familial : notamment information et aide pour l'obtention des prestations familiales, orientation légale ou psychologique dans le cadre des conflits conjugaux...

- Handicap : notamment aide à la constitution de dossiers divers, information législative et administrative, adaptation au logement...
- Travail : information retraite, accompagnement aux changements.

Le Titulaire pourrait également participer à cette démarche d'accompagnement des salariés en complément du service social, notamment par le biais de services complémentaires.

Le Titulaire précise dans son offre les actions complémentaires qu'il est en mesure de mettre en place et en précise le tarif dans le bordereau des prix unitaires.

3.5. Contexte et objectifs poursuivis

3.5.1. Relations avec les SPST

Tout en préservant l'autonomie des médecins de prévention et de santé au travail, l'EFS CPDL assure un suivi médical des salariés qui :

- Offre au personnel une même garantie de traitement pour tous les sites, en ce qui concerne l'obligation légale en matière de prévention et de santé au travail sur le volet clinique et le tiers temps ;
- Garantit un champ d'application de la Surveillance Individuelle Renforcée homogène pour le personnel de l'ensemble des sites ;
- Promeut des actions visant à améliorer la santé au travail des salariés ;
- Propose des actions d'amélioration des conditions de travail.

3.5.2. Attentes de l'EFS Centre Pays de la Loire

3.5.2.1. Contexte réglementaire

Le Titulaire s'engage à effectuer les examens médicaux dans les délais imposés par la législation en vigueur.

Concernant les visites périodiques, conformément à la législation en vigueur, le médecin de prévention et de santé au travail définit la périodicité pour chaque salarié.

La Direction des Ressources Humaines adresse au SPST annuellement la liste des salariés présent au sein de l'EFS CPDL pour les sites de Nantes et sa périphérie (déclaration annuelle des effectifs).

3.5.2.2. Modalités de convocation

Les modalités de convocation nominative des salariés seront définies avec le Titulaire lors de la réunion de démarrage.

Concernant les visites médicales périodiques, un délai de prévenance minimum de 10 jours calendaires est respecté.

Les rendez-vous sont planifiés en concertation avec les responsables de service et/ou planificateurs de l'EFS CPDL, en fonction des plannings des personnels.

3.5.2.3. Suivi médical

L'EFS CPDL tient à assurer à l'ensemble du personnel une prestation de prévention et de santé au travail de qualité présentant proximité et large ouverture de prestations.

1/ Dans le cadre de l'activité clinique, l'EFS CPDL confie à un SPST l'ensemble des consultations régulières comme ponctuelles.

À l'occasion de ces visites, et compte tenu de la spécificité des métiers, des conditions d'exercice et du secteur d'activité, il est également demandé au médecin de prévention et de santé au travail de :

- Pouvoir réaliser des tests visuels et/ou auditifs sur les salariés ;
- Pouvoir assurer une surveillance des troubles musculo-squelettiques et autres maladies professionnelles ;

NB : L'EFS CPDL suit avec une attention particulière les arrêts de travail de plus de 30 jours, en proposant aux salariés concernés un rendez-vous de liaison, auquel le médecin du travail peut être associé.

Au cours de ce rendez-vous de liaison, le salarié est informé de la possibilité de bénéficier d'un examen de pré-reprise auprès du médecin du travail pour échanger sur ses perspectives de retour et sur d'éventuelles mesures d'aménagements de son poste de travail. Le salarié est également informé de la nécessité de programmer une visite de reprise avec le médecin du travail à son retour à partir de 60 jours d'absence.

2/ Dans le cadre de l'activité « tiers temps », le SPST intervient également dans une relation de partenariat avec l'EFS CPDL, et notamment par :

- L'étude de postes en vue de l'amélioration des conditions de travail, de leur adaptation dans certaines situations ou du maintien dans l'emploi ;
- L'élaboration et la mise à jour de la fiche d'entreprise.

3/ Un rapport des prestations de prévention et de santé au travail sera remis annuellement au DRH pour établir un bilan de l'activité clinique et de « tiers temps », avec des indicateurs de suivi définis en commun, comprenant au moins :

- Un indicateur relatif à l'inaptitude totale,
- Un indicateur relatif à l'inaptitude partielle,
- Un indicateur du taux de visites de reprise,
- Des statistiques complètes sur les analyses réalisées.

Ce rapport ne doit comporter aucune donnée nominative.

4/ Prestations complémentaires

Outre la surveillance médicale périodique ou particulière des salariés et l'action sur le milieu professionnel, le médecin de prévention et de santé au travail assure les visites médicales, les examens médicaux nécessaires en cas d'urgence ou d'accident de travail et la gestion des crises sanitaires ou des pathologies infectieuses.

Chaque examen médical pratiqué donne lieu à la rédaction de conclusions médico-professionnelles sur l'aptitude du salarié à occuper son poste et, s'il y a lieu, à la notification à l'autorité compétente de propositions d'aménagement de postes de travail ou de conditions d'exercice.

Le médecin de prévention et de santé au travail peut recommander des examens complémentaires dans le cadre de la surveillance médicale des salariés.

3.5.2.4. Accessibilité des locaux de SPST

Le SPST doit être réalisé à proximité des lieux de travail des salariés. A ce titre, l'EFS CPDL souhaite, autant que possible, que le temps de trajet entre le lieu de travail et le local dédié à la visite médicale ne soit pas supérieur à 20 minutes aller et 20 minutes retour tous moyens de transport confondus.

Les examens médicaux peuvent être pratiqués soit dans un lieu adapté aux examens médicaux mis à disposition sans frais supplémentaire par le Titulaire, soit dans tout autre local médical susceptible d'être mis à disposition.

Les locaux doivent être facilement accessibles, y compris pour les personnes en situation de handicap. Cela inclut des aménagements spécifiques pour permettre l'accès des personnes en fauteuil roulant ou ayant d'autres handicaps moteurs.

3.5.2.5. Continuité de service

Le Titulaire prend les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de SPST pendant les périodes des congés ou d'absence des médecins, des personnels médicaux et paramédicaux.

3.5.3. Diplômes et Agrément

Le médecin de prévention et de santé au travail en charge du suivi des salariés est obligatoirement titulaire de l'un des diplômes, titres ou certificats exigés pour exercer les fonctions de médecin de prévention et de santé au travail et dont la liste est fixée à l'article R4623-2 du code du travail ou d'autres titres reconnus équivalents par arrêté conjoint du ministre chargé de la santé et du ministre chargé de la fonction publique.

Le Titulaire bénéficie d'un agrément, conformément aux dispositions des articles D4622-48 et suivants du code du travail.